



PREFECTURE DU RHONE

Direction des Affaires Juridiques et de l'Administration Locale
Bureau des Finances et des Associations
69419 LYON CEDEX 03
Accueil du Public : 18 rue de Bonnel
Tél : 04.72.61.61.44 (de 9h à 11h)
pref-associations@rhone.gouv.fr

Le numéro W691085850
est à rappeler dans toute
correspondance

Récépissé de Déclaration de MODIFICATION de l'association n° W691085850

Vu la loi du 1er Juillet 1901 relative au contrat d'association ;
Vu le décret du 16 Août 1901 portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi précitée ;

Le Préfet de la Région Auvergne-Rhône-Alpes, Préfet du Rhône

donne récépissé à **Madame, Monsieur les Co-Présidents**
d'une déclaration en date du : **30 janvier 2017**
faisant connaître le(s) changement(s) suivant(s) :

DIRIGEANTS, STATUTS

dans l'association dont le titre est :

MONNAIE LOCALE CITOYENNE - LA GONETTE

dont le siège social est situé : 89 rue Paul Bert
69003 Lyon

Décision(s) prise(s) le(s) : **05 novembre 2016**

Pièces fournies : liste des dirigeants
Procès-verbal
Statuts

Lyon, le 30 janvier 2017

Le Préfet

Pour le Préfet,
L'Attachée Principale,
Chef de Bureau

Claire REYNAUD

Loi du 1 juillet 1901, article 5 - al 5,6 et 7 - Décret du 16 août 1901, article 3 :

Les associations sont tenues de faire connaître, dans les trois mois, tous les changements survenus dans leur administration ou leur direction, ainsi que toutes les modifications apportées à leurs statuts. Ces modifications et changements ne sont opposables aux tiers qu'à partir du jour où ils auront été déclarés.

Loi du 1 juillet 1901, article 8 - al 1 :

Seront punis d'une amende de 1500 € en première infraction, et, en cas de récidive, ceux qui auront contrevenu aux dispositions de l'article 5.

NOTA :

L'insertion au Journal Officiel des modifications portant sur le titre, l'objet, le siège social d'une association est facultative. Elle ne peut être exigée des tiers car le récépissé délivré par les services préfectoraux fait foi dans tous les cas.

La loi 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'applique à la déclaration relative à votre association dont les destinataires sont les services préfectoraux et les services de l'Etat concernés. L'article 40 de cette loi vous garantit un droit d'accès et de rectification. Celui-ci peut s'exercer auprès du préfet ou du sous-préfet de l'arrondissement du siège de votre association, pour les données à caractère personnel concernant les personnes physiques déclarées comme étant chargées de sa direction ou de son administration.